



Rapport d'activité 2025

1. CoSER

- 1.1. Rapport général
- 1.2. Suivi des décisions de l'AD
- 1.3. Consultations
- 1.4. Prises de position et conférence de presse
- 1.5. Secrétariat général
- 1.6. CoGes
- 1.7. CES
- 1.8. GPil SRL
- 1.9. GPil ARE
- 1.10. GPil Congrès

2. Educateur

3. Finances

- 3.1. Rapport financier
- 3.2. Pertes et Profits 2025
- 3.3. Bilan 2025

4. Implication sur le plan romand

- 4.1. CIIP
- 4.1.1. Plénière et secrétariat général
- 4.1.2. COPAR
- 4.1.3. COPED
- 4.1.4. COLANG
- 4.1.5. CoForDIF
- 4.1.6. CONUM
- 4.1.7. Conseil Média Formation
- 4.1.8. Groupe de liaison du CMF
- 4.2. CAHR
- 4.3. CLACESO
- 4.4. FAPERT

5. Implication sur le plan national

- 5.1. CDIP
- 5.2. Agence éducation21
- 5.3. Collaboration SER/LCH
- 5.4. Collaboration SER/LCH avec USS et Travail.Suisse
- 5.5. Ebenrain et Intergroupe parlementaire
- 5.6. SSPES
- 5.7. YES
- 5.8. Alliance PSE
- 5.9. swissuniversities / Chambre des HEP
- 5.10. Movetia
- 5.11. Écoles à Berne
- 5.12. FinanceMission
- 5.13. Formation professionnelle
- 5.14. Economiesuisse
- 5.15. proEdu
- 5.16. QuaPri
- 5.17. Autres association, fondations, institutions
- 5.17.a. GoSnow
- 5.17.b. Fondation Silviva – Enseigner dehors
- 5.17.c. Educa
- 5.17.d. ISDH
- 5.18. Swissdidac
- 5.19. Forum Helveticum

6. Implication sur le plan international

- 6.1. Fondation CPA
- 6.2. IE – IE Europe / CSEE
- 6.3. CSFEF
- 6.4. RES / I-BEST 2026

7. Organigramme

8. Les rendez-vous importants du SER

Offres SER

9. Sigles

1. COSER

1.1 Rapport général

David Rey

En 2025, le Comité du SER a poursuivi son activité avec régularité et constance, se réunissant à dix reprises, en présentiel, au cours de l'année. Plusieurs séances en ligne ont également été organisées afin de répondre à des questions urgentes en lien avec le fonctionnement global du SER. Ces rencontres ont permis de coordonner nos activités, de suivre les dossiers cantonaux et nationaux, et de préparer les grandes échéances de l'année ainsi que celles de 2026 voire 2027. La présence soutenue des membres du Comité a garanti la continuité des travaux et une réactivité face aux sollicitations croissantes.

Une part de l'activité du Comité a été consacrée à la préparation des manifestations phares du SER. Si pour chacune de nos manifestations, un groupe de pilotage gère l'organisation, il est important de souligner que l'ensemble du Comité apporte son soutien et ses idées innovantes. Les Assises romandes de l'éducation, organisées à Yverdon-les-Bains, ont mobilisé le Comité tant sur le plan logistique que sur la définition des contenus et des intervenant·es, renforçant la visibilité du SER et offrant un espace d'échange sur les enjeux éducatifs actuels. L'Assemblée des délégué·es du 17 mai 2025, tenue à Bienne, a permis d'aborder la modification des règlements et des Statuts, la présentation du nouveau Code de déontologie ainsi que d'organiser l'élection à la présidence. Une réflexion approfondie a été menée sur l'articulation du Congrès 2026 et l'AD du SER, examinant les avantages et limites d'une organisation conjointe ainsi que les scénarios pour un Congrès sur deux journées distinctes, en lien avec les autres échéances du SER. Rapidement, le Comité a retenu l'option d'organiser les deux manifestations de manière distincte avec d'une part notre AD prévue le samedi 9 mai 2026 et le Congrès en septembre de la même année à Fribourg.

En 2025, la collaboration avec d'autres syndicats et partenaires s'est intensifiée. Le SER a échangé aussi souvent que nécessaire avec la SPV et le SSP, notamment lorsqu'une discussion commune était nécessaire sur certains dossiers. Le Comité du SER et ses collègues syndicaux·ales ont travaillé de concert à la mise en place de l'enquête internationale I-BEST 2026, renforçant la coordination intercantonale et la qualité des données recueillies.

Parallèlement, la collaboration avec nos partenaires dans leurs domaines respectifs – proEdu, Radix, education21, Silviva, FinanceMission – a permis de conduire des actions concrètes et des projets communs, tels que la visibilité de bonnes pratiques dans les écoles, la promotion d'initiatives de développement professionnel et de formation continue,

ainsi que des événements de sensibilisation ou d'information sur des thématiques transversales de l'éducation comme l'EDD et le vivre ensemble ou encore l'éducation à la durabilité via les pratiques enseignantes.

L'année a également été marquée par une situation complexe liée à l'absence prolongée de la rédactrice en chef, qui a nécessité un suivi particulier et un engagement accru de nombreux·ses mandataires pour reprendre une partie de ses missions. Le SER tient à remercier infiniment toutes celles et ceux qui ont contribué à cette continuité éditoriale et à la densification de la gestion administrative.

Sur le plan pédagogique et professionnel, différents dossiers importants ont été suivis activement: le soutien aux enseignant·es sans formation, la problématique des admissions à la HEP pour les titulaires de maturité professionnelle, l'apprentissage des langues nationales au primaire, ainsi que le suivi du projet AMOK. Ces thématiques ont permis au SER de défendre la qualité de la formation, l'égalité des chances et les conditions d'exercice des enseignant·es dans toute la Suisse romande.

Enfin, fin 2025, un chantier majeur a été lancé: la réflexion sur l'Éducateur. Bien que des ajustements structurels aient déjà été réalisés, il y a quelques années, les comités cantonaux recevaient encore régulièrement des demandes de réduction du papier, de désabonnement automatique et des remarques sur des contenus parfois jugés éloignés du terrain. Sous l'impulsion du Comité SER et à la demande du SEJ, une récolte de données, via un questionnaire, a été organisée pour mieux cerner les habitudes de lecture et les attentes des membres. Les retours ont été clairs: nécessité d'un nouveau positionnement éditorial, amélioration de la lisibilité des contenus et adaptation du format aux nouveaux usages. L'ample soutien des membres pour une refonte complète de la revue a confirmé l'importance de ce projet. Le Comité a ainsi engagé une réflexion pour moderniser la publication, renforcer sa pertinence syndicale et en faire un outil plus dynamique pour les membres, avec une mise en œuvre progressive prévue dès 2026.

En 2025, la diversité et la richesse des dossiers montrent l'engagement sans faille des membres du Comité. Leur énergie et leur disponibilité sont un moteur essentiel pour garantir la cohérence et le rayonnement du SER. La charge de travail, toujours plus importante, demande un effort soutenu, en particulier de celles et ceux qui assurent directement les missions quotidiennes du syndicat. 2026 pourrait être l'occasion de revoir certains points de l'organisation générale afin que le SER continue à être présent, actif et efficace sur tous les fronts.

1.2 Suivi des décisions de l'AD

David Rey

Afin de donner suite au mandat qui lui a été confié par les AD précédentes, le Comité du SER a poursuivi le travail de modification et de validation des différents règlements internes. Après vérification par une avocate et relecture attentive, ils ont été envoyés aux comités cantonaux pour une dernière lecture. Tous les règlements revus sont actuellement en application. Lors de ces travaux, le Comité du SER s'est rendu compte que certains règlements plus appliqués ou applicables devaient être revus intégralement et que certains devaient être créés.

Les modifications statutaires, validées lors de l'AD de 2025 ont été appliquées. Cependant un point devra encore être traité par la prochaine AD. La validation du choix de la fiduciaire en charge de vérifier les comptes est à présent du ressort de l'assemblée. Il convient donc que des propositions soient faites lors de la prochaine assemblée, afin que l'AD puisse valider le choix.

La CoGes et le CoSER ont veillé à ce que la présentation des comptes dans le rapport d'activité soit bien conforme à ce qui sera fait lors de la prochaine assemblée.

Conformément à ce qui a été annoncé lors de l'assemblée, le SER a continué de soutenir la Fondation CPA de manière financière et logistique selon ses besoins et demandes.

La dernière assemblée était essentiellement tournée vers la réécriture et modifications de certains règlements et Statuts. Pour les années à venir, il conviendra de renforcer les discussions sur le fond de nos actions.

1.3 Consultations

David Rey

En tant que syndicat reconnu et dont l'avis compte, le SER est régulièrement invité à participer à des consultations fédérales dans le domaine de la formation mais également dans des domaines plus variés, impactant son activité propre.

En février, le SER a répondu clairement à la consultation concernant l'aide indirecte à la presse écrite indépendante en défendant le maintien et l'adaptation des montants de l'aide indirecte à la presse afin de garantir l'existence d'une presse spécialisée indépendante dans le domaine de l'éducation. Le SER a repris les argumentaires proposés et mis en avant que la suppression du financement indirect fragiliserait fortement l'Éducateur. Il a alerté sur l'impact systémique d'une telle décision, qui toucherait également des organisations partenaires comme LCH, et a plaidé pour une adaptation du soutien public plutôt que sa réduction.

En avril, le SER s'est opposé fermement à la mesure 2.27 du paquet d'allègements budgétaires 2027, qui prévoit de renoncer à l'encouragement dans les domaines de l'éducation et de l'environnement. Il a estimé que cette suppression aurait des effets très négatifs sur les politiques éducatives, le soutien apporté aux enseignant·es par les fondations et, plus largement, sur la société.

En août, notre syndicat a fait part aux autorités fédérales de sa position ferme en faveur d'une association pleine et résolue de notre pays au programme européen Erasmus+.

1.4 Prises de position et conférence de presse

David Rey

Le 7 août 2025, le SER et LCH ont tenu à Berne leur conférence de presse commune de rentrée afin d'attirer l'attention sur la hausse préoccupante de l'absentéisme scolaire. Nos deux organisations ont appelé à une mobilisation collective impliquant politiques, écoles, parents et spécialistes pour mieux détecter les signes précoces et intervenir de manière coordonnée. Nous avons notamment plaidé pour des systèmes d'alerte précoce et une approche globale afin de soutenir les élèves à risque et garantir leur parcours éducatif. Cette prise de position conjointe vise à stimuler un débat public et politique sur des mesures concrètes pour faire face à cette tendance préoccupante.

Au mois de mai, le SER a appelé les cantons romands à une nouvelle coordination en ce qui concerne le concept AMOK. Le même mois, le SER a exprimé sa pleine solidarité avec les organisations syndicales en Argentine face aux attaques contre les droits des enseignant·es et contre l'éducation publique.

Enfin en décembre, un appel urgent au retrait des amendements restreignant les droits des enseignant·es ukrainien·es a été envoyé au président de l'une des plus haute instance de la Rada (parlement) d'Ukraine.

Le président du SER et les membres du CoSER participent régulièrement à des émissions Radio/TV ou sont consulté·es par la presse sur des questions nationales ou cantonales liées à la formation. Les journalistes nous ont notamment interrogés sur les incidences des baisses d'effectifs d'ici à 2034, sur l'interdiction formelle des téléphones portables dans les écoles, l'IA n'a bien évidemment pas été oubliée comme la formation à la citoyenneté ou encore l'école à visée inclusive. D'autres thèmes comme les implications dans les cantons des décisions sur l'organisation de la maturité fédérale, les absences de longue durée dans le milieu enseignant ou la marge de manœuvre des enseignant·es pour cadrer les élèves ont aussi été abordés.

Le SER continue de remplir sa mission en se positionnant clairement sur certains dossiers liés à l'école. Le discours direct, sans langue de bois est très apprécié de la part des journalistes.

1.5 Secrétariat général

Pierre-Alain Parret

Le nouveau fonctionnement du Comité du SER a été maintenant fixé dans les Statuts adoptés par l'AD/SER du 17 mai 2025, à Bienne. Concrètement, cela signifie que les tâches anciennement prises en charge par le secrétaire général sont réparties entre le BuCoSER (orientations politiques, repré-

sentations extérieures et organisation des séances du Comité), la direction financière BBX (finances, comptes et budget) et le secrétariat (communication et tâches administratives).

Si cette nouvelle manière de faire présente des avantages certains, financiers en particulier, la charge de travail est parfois trop conséquente pour les personnes impliquées. La réflexion se poursuit donc pour rendre la direction du SER aussi efficace que possible, mais en restant agréable pour les personnes qui en ont la charge.

1.6 CoGes

Pierre-Alain Parret

La CoGes s'est réunie de nombreuses fois cette année pour discuter du fonctionnement du SER et pour en toiletter et mettre à jour les Statuts et règlements divers. Ce travail important devrait permettre de nous adapter mieux à une réalité toujours changeante et aux exigences d'un monde où tout va toujours plus vite.

La CoGes est particulièrement attentive aux finances du SER. Elle est consciente de l'effort financier consenti par toutes et tous les membres du SER et recherche activement à utiliser les moyens financiers mis à disposition de la meilleure des manières.

1.7 CES

Olivier Solioz

La CES a suivi les différents dossiers romands liés à l'enseignement spécialisé. Selon les situations, des échanges plus ou moins poussés ont eu lieu avec les autorités cantonales. Les résultats sectoriels de l'enquête du SER sur l'école à visée inclusive sont exploités pour proposer des améliorations ou des transformations dans les normes ou les conditions d'attributions ou de prise en charge des élèves avec des difficultés dans le cursus scolaire.

Les systèmes cantonaux et les profils professionnels ou de formations des personnes accompagnantes pour certain-es élèves sont des facteurs qui complexifient les comparaisons intercantionales.

L'école à «visée inclusive, intégrative ou pour toutes et tous» est restée un sujet d'actualité en Romandie. Les solutions ou les structures d'un canton ne sont pas applicables dans un autre en raison des cadres légaux et administratifs différents.

La mobilité intercantonale des enseignant-es peut induire de gros changements dans les pratiques professionnelles liées à la prise en charge et l'encadrement de certain-es élèves.

1.8 Gpil SRL

Pierre-Alain Parret

Chaque année, au mois de mars, de nombreuses classes de Suisse romande prennent le temps de lire un peu plus que d'habitude, en profitant du thème, du dossier Educateur et des activités proposées par la Semaine romande de la lecture. En 2025, nous avons pu profiter de la «Nature en livres»

et en 2026 ce sera «Lecture en couleurs».

Le SER remercie tout particulièrement le Groupe de pilotage de la SRL, qui chaque année se remet au travail avec un enthousiasme toujours renouvelé. Il souhaite continuer cette action pédagogique utile et appréciée et invite toute personne intéressée à se joindre à lui.

1.9 Gpil ARE

Pierre-Alain Parret

Tous les deux ans, le SER propose un moment de réflexion aux différents partenaires de l'école (autorités scolaires, directions d'école, parents d'élèves, enseignant-es et public en général). En novembre 2025, nous nous sommes réunis à Yverdon sur le thème «Une école épanouissante pour les élèves et les professionnel·les. Construire ensemble un meilleur climat scolaire». Les diverses réflexions partagées feront l'objet d'un dossier à paraître au printemps 2026 dans l'Éducateur. Elles seront aussi utiles au Comité du SER pour défendre les enseignant-es devant les autorités et la population de la Suisse romande.

Le SER constate que ces moments d'échanges sont extrêmement importants et utiles. Ils permettent de se rencontrer, de tisser des liens, de s'écouter et de prendre en compte les besoins et les préoccupations de nos partenaires. Dans le même temps, il constate qu'il est de plus en plus difficile de réunir les enseignant-es de toute la Suisse romande. Ceci est probablement dû à une surcharge d'activités et cela le préoccupe.

1.10 GPil Congrès

Pierre-Alain Parret

Tous les quatre ans, le SER organise un Congrès ouvert à toutes et tous ses membres afin de discuter et de définir ensemble la ligne d'action de notre organisation. En 2022, nous nous étions réunis à Martigny pour reprendre le «Livre blanc du SER» dix ans après sa parution. Nous avons débattu de l'évolution de l'école et de la pertinence des thèses développées par le Livre blanc. En 2026, nous nous retrouverons dans le canton de Fribourg sur le thème «Enseigner, s'unir, se faire entendre - Pour un engagement fort et une profession valorisée». Le Groupe de pilotage a déjà partagé plusieurs séances en 2025 pour préparer cet événement important.

Le métier d'enseignant-e est devenu ces dernières années de plus en plus exigeant et énergivore. Nous constatons que beaucoup parmi nos collègues sont trop fatigué-es à la fin d'une semaine de travail pour consacrer en plus du temps à la réflexion syndicale. Pourtant, se retrouver et agir de manière collective et au niveau romand reste le meilleur moyen d'agir au niveau politique sur le présent et l'avenir de notre école. Nous sommes très reconnaissants à toutes celles et ceux qui s'y engagent à nos côtés, et nous vous invitons à en faire de même.

2. Educateur

Rapport du CoSER

En 2025, l'Éducateur est paru à 11 reprises. Le numéro de février était accompagné d'un Hors-série «Sorties & Découvertes», celui de juin d'un traditionnel Numéro spécial.

- No 1/2025: Nature en livres: présentation de la Semaine romande de la lecture.
- No 2/2025: Enseignement et développement / Hors-Série – Sorties & découvertes.
- No 3/2025: Mobilité éducative – mobilité professionnelle.
- No 4/2025: Les bibliothèques scolaires au cœur de l'école.
- No 5/2025: Les mémoires.
- No 6/2025: CPA... toujours là!
- No 7/2025: Numéro Spécial - Le cœur du métier: quelle évolution depuis 10 ans?
- No 8/2025: S'inspirer de la pratique pour la pratique.
- No 9/2025: Éducation à la durabilité et disciplines scolaires.
- No 10/2025: Former sans formater: l'école face à l'illusion du savoir immédiat.
- No 11/2025: L'école du Capital – Quand le savoir devient pou- voir, impasse ou alternative.
- No 12/2025: Le Code de déontologie du SER: repères pour une profession.

La rédactrice en cheffe, Nicole Rohrbach, était en arrêt maladie dès la fin mars 2025; elle a retrouvé son poste à la mi-octobre. Durant son absence, la réalisation et les parutions de l'Éducateur ont été gérées par la responsable du graphisme et de la mise en page, Sylvie Malogorski Défago, soutenue par un important travail des membres du Comité de rédaction. Un mandat externe a également permis de gérer une partie des travaux de correction.

Résultats publicitaires pour 2025

Toujours dépendante de la conjoncture mais également de l'évolution stratégique des différents annonceurs, la publicité dans l'Éducateur a connu une année conforme aux précédentes.

Pour l'exercice 2025, les montants (hors TVA) se présentent comme suit:

Sylvie Malogorski Défago: Fr. 54'575.00

KunzlerBachmann: Fr. 59'993.85.

3. Finances

Résumé de la situation financière 2025-2024

Le bilan et le compte de résultat montrent une augmentation des actifs et passifs en 2025 par rapport à 2024 avec un résultat positif.

Bilan au 31 décembre (arrondi en CHF)

- Total du bilan: CHF 588'045 (2025) VS CHF 518'217 (2024), soit une augmentation de 13.5%.
- *Actif:*
 - Liquidités: +20.0%
 - Débiteurs: +20.8%
 - Actifs immobilisés: - 72.4%
- *Passif:*
 - Créanciers: +13.6%
 - Passifs de régularisation: +24.7%
 - Réserves: +72.1%
- Fortune et bénéfice: augmentation de 1.8% à CHF 388'807 en 2025.

Résultat des exercices:

- Résultat net: CHF 6'974 en 2025 contre CHF 21'031 en 2024.

Analyse des recettes et des dépenses

Le compte de perte et profit révèle une augmentation des recettes de CHF 4'907 mais une hausse plus importante des charges CHF 18'894.

Charges principales

- Diminution des charges de personnel: 8.9%
- Diminution des charges des éditions: 12.5%
- Augmentation des charges de mandataires: 11.0%

Points clés et investissements

- Investissement à venir dans le développement des activités du SER.
- Risques identifiés:
 - Transfert de compétences.
 - Organisation des activités et des prestations.

Perspectives pour l'avenir

- Augmenter la diversification des sources de revenus, notamment via la digitalisation.
- Développer les activités du SER pour le soutien aux associations et aux membres.

En conclusion, un bénéfice relatif marque une année 2025 compliquée sur le plan organisationnelle. Cependant, le SER reste financièrement solide et se positionne pour améliorer l'expérience de ses cotisant-es en maîtrisant ses coûts et en développant ses prestations.

Pour ce rapport, la présentation des chiffres a été adaptée. Elle suit désormais, poste par poste, le rapport de révision de la fiduciaire. Pour faciliter la lecture et la compréhension, la présentation des chiffres 2024 diffère du précédent rapport sans aucune incidence financière.

3.2 Pertes et profits 2025

[Montants arrondis]

Libellés	2025	2024	Écart
Cotisations des membres	724'586	717'683	1.0%
Recettes événements	12'781	15'485	-17.5%
Recettes édition et publicité	153'524	154'512	-0.6%
Recettes de l'activité du SER	18'587	17'636	5.4%
Recettes financières	1'183	437	170.5%
Total des recettes	910'661	905'755	0.5%
Charges du personnel	-467'627	-513'288	-8.9%
Mandataires	-73'602	-66'283	11.0%
Charges des éditions	-148'899	-170'259	-12.5%
Informatique et administration	-87'841	-87'063	0.9%
Associations, délégations	-37'331	-60'544	-38.3%
Événements	-25'811	-35'245	-26.8%
Amortissements	-18'209	-10'996	65.6%
Frais financiers	-785	-687	14.3%
Autres frais et exceptionnels	5'419	10'640	-49.1%
Attribution aux réserves	-49'000	49'000	-200.0%
Total des charges	-903'687	-884'723	2.1%
Résultats finaux	6'974	21'031	-66.8%

3.3 Bilan 2025

[Montants arrondis]

Libellés	2025	2024	Écart
Actif			
Liquidités	466'853	389'022	20.0%
Débiteurs	17'434	14'438	20.8%
Actifs de régularisation	30'466	34'064	-10.6%
Actifs financiers	69'690	67'625	3.1%
Actifs immobilisés	3'602	13'069	-72.4%
Total de l'actif	588'045	518'217	13.5%
Passif			
Créanciers	31'322	27'568	13.6%
Passifs transitoires	50'917	40'816	24.7%
Réserves	117'000	68'000	72.1%
Fortune	381'833	360'802	5.8%
Bénéfice/perte non comptabilisé	6'974	21'031	-66.8%
Total du passif	588'045	518'217	13.5%
Résultats des exercices	6'974	21'031	-66.8%

4. Implication au plan romand

4.1. CIIP

4.1.1 Plénière et secrétariat général

David Rey

Le SER et la CIIP avancent de concert pour soutenir les enseignant-es, faisant de leur collaboration un véritable moteur d'action. Les échanges réguliers et très constructifs avec la secrétaire générale de la CIIP, Pascale Marro, témoignent de la force du dialogue direct entre associations professionnelles et instances politiques, et soulignent à quel point le partenariat actif contribue à renforcer la qualité et l'impact du travail éducatif en Suisse romande. Malgré la présence de divergences ponctuelles, les responsables politiques se montrent à l'écoute et les divers échanges lors des rencontres officielles sont précieux.

Le 18 septembre 2025, une délégation du CoSER (Pierre-Alain Porret, Arnaud Fritschi et David Rey) était attendue à Lausanne pour participer à la séance annuelle avec les autorités. Cette rencontre constitue traditionnellement un lieu d'échanges sur les thématiques actuelles qui nous préoccupent et préoccupent également les acteur-trices de l'éducation en Suisse romande. Lors de cette séance, plusieurs points à l'ordre du jour ont été abordés: le décrochage scolaire et la phobie scolaire, avec la demande d'obtenir, si possible, un monitoring cantonal; les réactions des cantons à la suite des résultats COFO, le SER rappelant l'importance de ne pas modifier les directives à la dernière minute avant la rentrée sans consultation préalable des AC; ainsi que la position du SER concernant l'apprentissage précoce des langues. De manière globale, les échanges ont été cordiaux, directs et partagés. Certains points ont nécessité des précisions de la part de représentant-es présent-es. Chacun a finalement rappelé l'importance d'une coordination et d'une collaboration constructives entre les différentes instances.

Au cœur du travail du SER avec ses partenaires institutionnels se trouve le dialogue: échanges d'idées, confrontations de points de vue, débats nourris. Ces discussions, parfois intenses, sont une véritable force, car elles ouvrent la voie à des accords et solutions qui profitent à toutes et tous.

4.1.2 COPAR

David Rey

Les travaux de la COPAR, lors des deux séances prévues en 2025, ont principalement porté sur l'actualisation de la Déclaration «Éducation et prévention», sur le climat scolaire et sur la thématique du harcèlement. Les partenaires ont confirmé la pertinence globale de la Déclaration, tout en soulignant la nécessité de reformuler certains articles afin de mieux correspondre aux réalités actuelles, notamment concernant le rôle des parents, des enseignant-es, la mise en œuvre et les moyens d'action. La priorité a été donnée à la reformulation

de la Déclaration, avec l'objectif d'aboutir à une version stabilisée accompagnée d'un rapport.

Les échanges ont aussi permis de faire un état des lieux des travaux menés depuis 2022 sur la relation école-famille, les violences et le climat scolaire, avec la volonté de rassembler ces thématiques dans une vision cohérente et de produire un livrable d'ici la fin du programme d'activité. Concernant le harcèlement, le document de travail de l'IRDP, proposant une typologie des mesures existantes, a été salué comme une base utile à consolider. Les positions du SER convergeaient avec l'idée de renforcer la formation continue, l'outillage des équipes et le travail en réseau, tout en reconnaissant les limites opérationnelles du terrain (charge des enseignant-es, diversité des contextes scolaires, impossibilité d'une méthode unique).

La question de l'éducation sexuelle a également été abordée à la suite d'une demande d'éclaircissement de la FAPERT. Les discussions ont mis en évidence un cadre commun solide, principalement défini par le PER et les références fédérales et internationales, avec des variations cantonales surtout liées à la mise en œuvre. Le besoin d'une communication plus claire et transparente envers les parents, ainsi que l'identification d'interlocuteur-trices de référence, ont été soulignés afin d'apaiser les tensions et mieux expliciter les responsabilités respectives entre cadre fédéral, cantonal et local.

Les discussions au sein de cette commission ont montré un consensus sur les enjeux principaux, avec des divergences exprimées de manière nuancée et orientées vers la recherche de solutions partagées plutôt que vers des oppositions.

4.1.3 COPED

Mireille Brignoli

La COPED, Commission permanente de la CIIP, est composée de membres des différents départements des cantons ainsi que de représentant-es de la CLACESO, des HEP et du SER. Elle s'est réunie huit fois cette année, sept fois en présentiel dont deux jours de séminaire et une séance en visioconférence.

Cette année 2025 a été sous le signe de la réorganisation dans cette nouvelle formule et avec un nouveau mandat pour la COPED. Pour rappel, notre délégation est passée lors du changement de l'année dernière de trois à deux représentant-es et ceci pour transmettre les interrogations et besoins spécifiques des trois cycles. La délégation du SER, composée de Mireille Brignoli et David Rey, a travaillé à faire vivre les idéaux et les positions du SER et de leur application.

Le fil rouge de cette année a été la rédaction d'un rapport de la COPED concernant l'évolution du PER. Ce rapport destiné à la CLEO et à l'AP-CIIP va permettre à nos instances de définir leurs objectifs et une stratégie de mise en œuvre concernant cette évolution (ampleur, priorités). La COPED s'est dédiée aussi à l'organisation d'un colloque, finalement transformé en séminaire autour des questions suivantes: Comment va-

loriser les apprentissages fondamentaux au cycle 1? Comment le PER peut-il y contribuer? Quelle place donner aux capacités transversales à l'école? Comment le PER peut-il y contribuer?

Dans les différents cantons une alerte se définit, la question de la gestion des comportements et des besoins spécifiques en la matière devient aiguë partout. Travailler en profondeur sur les apprentissages fondamentaux et les capacités transversales peut porter une réponse face à ces enjeux.

Concernant la validation des MER et la réflexion sur l'évolution du PER, des questions se posent sur la place des enseignant-es praticien-nes dans les nouveaux processus de réflexion et de validation. Les enjeux de formation en général ainsi que le déploiement et l'implémentation des différents MER et du PER restent en ligne de mire de vos représentant-es.

Finalement une question centrale demeure: Comment pourrions-nous et par quels moyens faire entendre la voix des enseignant-es sur les sujets liés au PER, aux MER et à la formation des enseignant-es?

4.1.4 COLANG

Mélanie Maridor Jeanneret

Deux réunions durant cette année 2025.

Au sein de la COLANG, les travaux sur la communication autour de l'orthographe rectifiée (OR) se poursuivent, notamment pour les acteur-trices de la formation au postobligatoire. Notre commission abrite également la Délégation suisse à la langue française.

L'élève allophone et notamment la mise en place d'une formation romande à la didactique de la langue d'origine/héritage (LCO) a fait l'objet d'une présentation et d'une discussion au sein de notre commission. Là aussi, de grandes disparités cantonales sont observées!

Les responsables cantonaux-ales ont demandé à la CIIP la création d'un groupe romand d'échanges, de rencontres et de mises en commun des forces pour intégrer au mieux les élèves issu-es de la migration. Un groupe de travail a été créé dans le cadre de la COLANG, en automne 2024, et les réunions mettent en évidence les disparités cantonales des ressources matérielles et humaines fort différentes d'un canton à l'autre.

La coordination d'achats groupés de logiciels comme Lalilo a permis à certains cantons de bénéficier de meilleurs prix.

Enseignante neuchâteloise, il m'arrive parfois d'envier les cantons alentours pour les forces données à l'intégration harmonieuse des élèves issu-es de la migration dans l'école. Bien sûr ce découragement passager ne m'empêche pas de penser rapidement à nos collègues enseignant-es, qui se débrouillent chaque jour avec ces enfants, en faisant preuve d'une grande créativité humaine et de bienveillance.

Voilà pour qui je m'engage!

4.1.5 CoForDIF

Pierre-Alain Parret

La Commission de coordination et de surveillance du mandat FORDIF – (CoForDIF) est chargée du suivi des formations proposées aux responsables des établissements scolaires de Suisse romande. Le SER y assiste en tant que partenaire de la CIIP, ce qui lui permet d'être informé de l'évolution de cette formation, de donner son avis sur les changements réguliers qui y sont apportés et d'apporter des suggestions. De manière générale, on ressent la volonté des cantons de mieux former les cadres de l'école pour faire face aux défis de la société actuelle. Dans le même temps, on constate aussi la difficulté des nouveaux-elles directeur-trices de trouver du temps pour se former tout en assumant une charge de travail conséquente et pour laquelle ils-elles ne sont pas toujours préparés.

Le SER insiste pour que les cadres de l'école reçoivent une formation à la hauteur des charges importantes qu'ils-elles doivent assumer. Mais il recommande aussi que les personnes concernées soient correctement déchargé-es pour se former, et pour que leur formation soit en lien étroit avec les préoccupations du terrain et des enseignant-es dont ils-elles ont la charge.

4.1.6 CONUM

Olivier Solioz

La Commission pour l'Éducation numérique (CONUM) s'est réunie cinq fois en alternant le présentiel et les visioconférences. Certain-es membres ou consultant-es ont été remplacé-es par les cantons ou les partenaires. Avec la nouvelle présidence de la CIIP, un changement à la tête de la CONUM a été effectué.

À l'interne, les travaux et les multiples dossiers ont été gérés par la CIIP, les GT ou COPIL de la CONUM avec des apports de l'IRD.

Voici certains points traités par la CONUM:

- **Portail REPERIO:** travaux préparatifs pour rassembler toutes les plateformes, les sites et les ressources de la CIIP sous une seule architecture numérique.
- **Référentiel de compétences de l'Éducation numérique:** préparation des éléments pour la formation des étudiant-es des instituts de formation et des enseignant-es en fonction.
- **Intelligence artificielle:** publication de recommandations et centralisation des informations (enjeux, usages éducatifs, cadres légaux, aspects techniques) sur le site de la CIIP: <https://www.ciip.ch/Documentation/Ressources-pedagogiques/IA>.
- **Tableau de bord:** actualisation et publication à destination des responsables cantonaux-ales des mises en action des Plans d'action pour l'Éducation numérique.
- **Glossaire sur l'Éducation numérique:** publication du site dédié: <https://www.glossaire-pan.ciip.ch/>.

- **Task Force Moyen d'enseignement en Éducation numérique:** analyses et recommandations pour les différents moyens utilisés.
- **Connexions aux plateformes:** comparaisons et gestion des différentes options cantonales en lien avec la protection des données: échanges entre Edulog et les cantons.
- **Rapport Educa:** consultation du rapport sur la politique de l'utilisation des données et planification du suivi.
- **Durabilité:** prise en compte des paramètres et des implications dans le domaine des équipements numériques.
- **Smartphone et réseaux sociaux:** contribution aux réflexions des cantons et de la CIIP pour les prises de position.

Le mandat de la CONUM implique une collaboration étroite avec la COPED, la CSG et l'AP-CIIP. L'IRDP fournit un travail de recherche et de soutien très important.

Les représentant-es des cantons et des partenaires ont l'occasion de présenter des ressources développées en interne afin de coordonner les synergies possibles.

Les travaux de la CONUM sont multiples et s'adaptent aux rythmes des changements cantonaux.

Les spécialistes scolaires du domaine de l'Éducation numérique des cantons romands renseignent les différents supports nécessaires à la coordination et à la vision d'ensemble pour la CIIP.

Le SER suit avec attention les implications sur les pratiques professionnelles des enseignant-es. L'ensemble des conditions cadres (formations, moyens, ressources, supports, plateformes, accès ...) doivent être coordonnés par les responsables scolaires afin de rationaliser les efforts et encourager la mutualisation des ressources.

4.1.7 Conseil Média Formation

Olivier Solioz

Le Conseil Média Formation (CMF) s'est réuni le 4 décembre 2025. La présidence est assurée par la CIIP en la personne d'Anne Hiltbold, conseillère d'État genevoise. La RTS y est représentée par son directeur, Pascal Crittin, et la CIIP par Pascal Marro, secrétaire générale. D'autres représentant-es des trois entités ainsi que celles et ceux de la FAPERT et du SER complètent la délégation. Les attentes et les préoccupations des parents et des enseignant-es sur les actions menées par la RTS et la CIIP peuvent ainsi être formalisées.

Les échanges ont porté principalement sur:

- Les informations liées au Plan d'action de l'Éducation numérique ainsi que les réalisations liées au PER-MER-Plateformes de la CIIP.
- Les collaborations entre la CIIP et la RTS.
- Les transformations structurelles de la RTS dont le changement de nom : RTS Découverte est devenue RTS Education.
- Les autres nouveautés de la RTS.
- Les supports de la CIIP et d'e-média.

- Les démarches engagées par le Forum des médias romands.
- Les implications pour la SSR, SRF, RTS, RSI, RTR et pour le monde de l'éducation qui pourraient arriver avec la votation sur l'Initiative fédérale sur la redevance.
- L'état des lieux sur la Fondation pour l'éducation aux médias et le projet Use The News.
- Le bilan 2025 et les projets 2026 pour la Semaine des médias à l'école.

Différentes initiatives sont encouragées par les partenaires du CMF afin d'élargir les offres pour les jeunes, les enseignant-es et les instituts de formation.

Les nombreuses ressources ou les moyens en Éducation numérique de l'axe Médias du PER nécessitent une mise en réseau et des échanges réguliers de toutes et tous les acteur-trices scolaires.

Les décisions politiques liées aux interdictions des appareils connectés impliquent des informations du monde scolaire à destination des parents.

Les centres de compétences numériques et ceux de la santé doivent collaborer dans le domaine de la prévention préscolaire ainsi que pour les risques de harcèlement chez les adolescent-es.

Des publications dans l'Éducateur mettent en avant certaines initiatives à destination des enseignant-es et des écoles.

4.1.8 Groupe de liaison du CMF

Olivier Solioz

Lors des différentes séances ou des échanges digitaux, les réalisations et les projets respectifs de la CIIP et de la RTS sont présentés. Les synergies et les développements spécifiques pour optimiser les ressources de chacun des partenaires sont abordés.

La Semaine des médias à l'école (SME) occupe également une place importante dans les échanges. Elle donne l'occasion aux enseignant-es et aux élèves d'effectuer des activités spécifiques à l'axe Média de l'Éducation numérique. Les ressources de la SME sont disponibles tout au long de l'année et complètent les MER ou ceux spécifiques aux cantons.

Les représentant-es du SER, Claire Spring et Olivier Solioz, transmettent des retours du terrain. Pour certains projets, des communications directes sont relayées par les réseaux du SER et ceux des associations cantonales.

Pour certains ateliers ou des activités ciblées dans une région, des collègues enseignant-es sont recherchés.

Les multiples activités de la SME peuvent trouver une ou des places dans les calendriers scolaires des écoles romandes. Les ateliers de la RTS donnent l'occasion aux élèves et aux enseignant-es de réaliser des projets stimulants et innovants.

Les supports et les ressources de RTS Education et de la CIIP/e-media sont recommandés à toutes et tous les membres.

Les sollicitations, les projets, les concours et les semaines

thématiques que les multiples partenaires et acteur-trices liées à l'école proposent, obligent les enseignant-es à faire des choix. Les objectifs du PER, l'utilisation des MER et les injonctions cantonales sont des facteurs à prendre en compte dans la complexification du métier.

4.2. CAHR

David Rey

En 2025, le SER et le CAHR n'ont à nouveau pas eu l'occasion d'organiser une rencontre formelle. Cependant les échanges avec les rectorats des HEP furent nombreux. La question des conditions d'accès aux HEP pour les détenteur-trices de maturités professionnelles a, une nouvelle fois, occupé les discussions. Le projet CALLIOPE (faciliter la spécialisation en cours de carrière et promouvoir la formation continue tout au long de la vie) n'a guère avancé en 2025. Le concept a été présenté aux autorités scolaires suisses (SWAK) mais ne semble pour le moment pas être encore mûr. Le SER attend une éventuelle invitation afin de connaître l'état de situation dudit projet.

Le SER et le CAHR s'engagent fermement et collaborent activement afin d'assurer une formation suffisante et de qualité à l'ensemble du personnel enseignant.

4.3. CLACESO

David Rey

Le SER et la CLACESO poursuivent de manière optimale leur collaboration pendant l'année 2025. Les présidents se rencontrent de manière régulière lors de multiples séances en Suisse. Ils participent activement aux travaux institutionnels avec les autorités (CIIP, CDIP) et développent leur champ d'action en s'appuyant sur des liens de respect mutuel et de franche collaboration. Le président du SER a été invité pour la première fois au séminaire de la CLACESO du 1er au 3 octobre 2025 à Villars-sur-Ollon afin d'échanger et d'apporter le point de vue des enseignant-es sur l'école de demain. Les liens et collaboration développés depuis maintenant quelques années poussent à densifier la collaboration et à envisager des actions communes.

L'école, un lieu de vie où se côtoient de multiples acteur-trices, a besoin que ces dernier-ères travaillent main dans la main, avec des objectifs communs et des contradictions porteuses de réflexion.

4.4. FAPERT

David Rey

En 2025, le SER et la FAPERT ne se sont pas rencontrés directement mais ont pu à nouveau échanger régulièrement lors de différentes séances. L'organisation des ARE ainsi que les rencontres dans le cadre de la CIIP permettent de rapprocher les enseignant-es et les parents d'élèves. La FAPERT et le SER ont joint leurs compétences et ressources au sein du

Groupe de pilotage des Assises romande de l'éducation afin de mettre sur pied cette journée avec les autres acteur-trices concerné-es. Les avis qui ne se rejoignent pas toujours et les considérations sur les rôles parfois franchement opposés n'empêchent nullement de discuter et chercher un chemin commun vers un encadrement optimal des élèves et une école de plus grande qualité.

Le SER a participé activement avec la présence de Pierre-Alain Parret et de David Rey à l'Assemblée générale de la FAPERT, le samedi 10 mai 2025 à Neuchâtel. Cette rencontre fut l'occasion d'entendre la présentation de Tania Ogay, professeure ordinaire en anthropologie de l'éducation et de la formation auprès du Département des sciences de l'éducation et de la formation de l'Université de Fribourg.

Apprendre à se connaître vraiment, c'est aussi et surtout accepter les différences. À méditer!

5. Implication au plan national

5.1. CDIP

David Rey

Le SER participe régulièrement aux séances plénières de la CDIP. Ces moments permettent d'échanger avec de nombreux interlocuteur-trices et apporter la vision du terrain sur certains dossiers épineux. Si les faitières ne sont pas forcément invitées à l'ensemble des discussions, notre présence permet de rappeler qu'il ne faut pas oublier la voix du terrain.

Plusieurs séances plénières se sont déroulées à Berne. L'Assemblée annuelle s'est, elle, déroulée les 30 et 31 octobre dans la ville de Lucerne. Ci-après quelques dossiers que le SER a pu suivre de près ou presque.

La CDIP a adopté son nouveau programme de travail 2025-2028, définissant les priorités intercantionales et coordonnant les objectifs pour l'école obligatoire. Sur le plan de l'évaluation des apprentissages fondamentaux, la CDIP a publié les résultats de l'enquête 2023, offrant une vision claire des forces et des défis du système obligatoire. Les discussions autour des CoFo furent particulièrement vives. Un consensus très helvétique a été trouvé permettant de préserver l'apprentissage des langues nationales.

L'enseignement des langues a été un autre dossier clé. La CDIP a pris position sur la participation de la Suisse à l'enquête PISA 2029 et a débattu de la mise en place d'une réglementation légale pour garantir l'enseignement d'une deuxième langue nationale dès l'école primaire.

La CDIP s'est également saisie de la politique d'utilisation des données scolaires, avec un rapport explorant des pistes pour une gestion cohérente et protégée des données afin d'améliorer le pilotage et la qualité des apprentissages.

Elle a approuvé une déclaration révisée sur la prévention du racisme et de l'antisémitisme à l'école, renforçant l'inclusion et le respect au sein des établissements.

D'autres thèmes abordés concernent la reconnaissance des diplômés étrangers, pour faciliter la mobilité et l'intégration, ainsi que la Semaine de la formation professionnelle, mobilisant tous les cantons pour valoriser l'attractivité des formations postobligatoires dès le secondaire I.

Même si les interventions des associations sont restreintes lors de ces rencontres, il est essentiel de pouvoir se manifester sur certains dossiers nationaux et montrer qu'il faut compter sur nous.

5.2. Agence éducation21

David Rey

Le président du SER a poursuivi son travail de soutien et de réflexion sur les questions pédagogiques et didactiques auprès de l'Agence éducation21. L'année 2025 a, comme en 2024, apporté son lot de changement au sein du Conseil de fondation. Susanne Hardmeier, avec comme fonction de SG de la CDIP à apporter toute son expertise au Conseil. Conradin Cramer, a quitté le Conseil et l'Agence pour se consacrer à ses activités politiques. Il a été remplacé par le Conseiller d'Etat Dr. Armin Hartmann, directeur de l'Instruction publique et de la culture du canton de Lucerne. Afin de renforcer l'impact du Conseil, Dagmar Rösler a été nommée vice-présidente.

Ces différentes mutations ont été accompagnées, tout au long de l'année, de craintes et appréhensions liées aux annonces des réductions de l'enveloppe financière destinée aux différentes agences et mandataires de la Confédération dans le domaine de la formation.

2025 a montré à quel point l'EDD peut être abordée de manière variée dans le quotidien scolaire: des échanges sur la cohabitation et la participation à l'école aux méthodes didactiques particulièrement adaptées à l'EDD, en passant par la question de savoir à quoi pourrait ressembler une école sans racisme. Le SER, par ses représentant-es mais aussi par ses membres, a participé aux différentes rencontres organisées par éducation21 sur ces thèmes.

Certain-es membres du SER ont participé à la rencontre romande en EDD organisée à Genève, le mercredi 26 novembre 2025. La 20e édition de la Rencontre romande en EDD a proposé de débattre autour de la question: Éduquer à la durabilité: Quelles pratiques enseignantes dans un monde de paradoxes? Le vice-président du SER, Olivier Solioz, a participé à la table ronde prévue à cette occasion.

éducation21 est un allié clé des enseignant-es suisses, leur donnant des outils concrets et inspirants pour former des élèves capables de comprendre et relever les défis du monde d'aujourd'hui et de demain.

5.3. Collaboration SER/LCH

David Rey

En 2025, la collaboration entre le SER et LCH au sein de Formation.ch est entrée dans une phase de consolidation opérationnelle. Après l'adoption du contrat de société en 2024, l'année sous revue a été marquée par la mise en œuvre concrète des mécanismes de coordination politique et stratégique.

Quatre séances annuelles de Formation.ch ont rythmé l'année. Elles ont offert un espace structuré de discussion sur les dossiers fédéraux déterminants pour la profession. Parmi les thèmes centraux figurent les conditions d'accès aux HEP pour les titulaires d'une maturité professionnelle, question récurrente dans le contexte de pénurie de personnel enseignant, ainsi que les dispositifs d'aide financière destinés aux enseignant-es exerçant sans formation reconnue et souhaitant régulariser leur situation. Les réflexions ont également porté sur la mise en œuvre d'une école à visée inclusive et sur les conditions-cadres nécessaires à sa réussite.

Les enjeux liés à l'usage des réseaux sociaux et à la protection de la jeunesse dans ce cadre en constante évolution ont également été abordés, tout comme la question de l'apprentissage des langues étrangères à l'école primaire. Enfin, plusieurs points relatifs à la formation professionnelle — passerelles, attractivité des filières, durée des vacances — ont été examinés.

Le groupe de travail politique a assuré un suivi attentif des motions et postulats fédéraux en matière de formation. En 2025, les discussions ont notamment concerné des interventions parlementaires portant sur le renforcement de la formation initiale dans les HEP face à la pénurie, l'évaluation des mesures de soutien à l'école inclusive, la régulation de l'usage des outils numériques et des plateformes sociales en milieu scolaire, ainsi que l'encouragement des filières de formation professionnelle. Ce monitoring systématique permet d'anticiper les évolutions législatives, d'élaborer des prises de position et de mener un travail de sensibilisation auprès des parlementaires.

La conférence de presse commune de la rentrée, organisée le 7 août 2025, a été consacrée à la thématique de l'absentéisme scolaire. Cette prise de parole publique a permis de mettre en lumière l'ampleur et la complexité du phénomène, ainsi que ses répercussions pédagogiques et sociales. Elle a bénéficié du soutien de M. Stephan Kälin, spécialiste en psychologie de l'enfance et de l'adolescence FSP et représentant de l'Association suisse de psychologie pour enfants et adolescents (SKJP), dont l'expertise a contribué à approfondir l'analyse et à renforcer la crédibilité des constats présentés. L'écho médiatique rencontré confirme l'importance d'un positionnement conjoint et argumenté sur ces enjeux sensibles. Les président-es du SER et de LCH ont poursuivi leurs rencontres régulières au Palais fédéral, en principe à chaque session, afin d'entretenir un dialogue direct avec les élu-es et de défendre les conditions-cadres d'une formation de qualité pour le corps enseignant.

La collaboration étroite entre le SER et le LCH constitue un pilier essentiel pour porter une voix forte, cohérente et crédible de la profession enseignante au niveau national.

5.4 Collaboration SER/LCH avec USS et Travail.Suisse

David Rey

Le SER et LCH ont poursuivi en 2025 leur collaboration étroite avec l'USS et Travail.Suisse.

Nos faitières bénéficient d'un suivi régulier et structuré des évolutions en matière de politique sociale et de formation au niveau fédéral. À travers des newsletters et des communications périodiques, l'USS et Travail.Suisse nous transmettent leurs analyses ainsi que leurs prises de position relatives à la défense des travailleuses et travailleurs en Suisse. Ces informations alimentent les réflexions du groupe de travail politique SER/LCH et renforcent notre capacité d'anticipation. Cette collaboration nous permet d'orienter de manière proactive nos interventions sur le plan national et de positionner le SER et LCH de manière coordonnée dans les démarches auprès des autorités fédérales. Le suivi des dossiers politiques est intégré au mandat du Comité Formation.

Dans le cadre d'initiatives populaires ou de référendums soutenus par l'USS et/ou Travail.Suisse, le SER et LCH sont régulièrement sollicités. Lorsque les objets concernent des enjeux centraux de politique de l'éducation ou de défense des intérêts syndicaux, nous apportons, dans la mesure de nos possibilités, notre soutien aux démarches entreprises.

5.5. Ebenrain et Intergroupe parlementaire

David Rey

Le président du SER a participé à la réunion de la Conférence d'Ebenrain qui s'est tenue le 28 avril 2025 à Berne. Malheureusement en raison d'un calendrier trop chargé en deuxième partie d'année et d'une modification de jour de séance, il n'a pas pu se joindre au groupe lors de la rencontre du mois d'août. Cette rencontre fut l'occasion de revenir sur les discussions du Groupe parlementaire chargé du temps de travail. Les différentes réflexions sur cette thématique seront reprises lors des séances de l'année 2026. Les discussions au sujet des mesures de réduction budgétaire de la Confédération ont bien évidemment occupé une partie des réflexions de la Conférence Ebenrain.

Le SER n'a pas pu se rendre à la rencontre de l'Intergroupe de Travail, le mardi 2 décembre 2025 à Berne. Le SER a été représenté lors de cette rencontre par LCH. Cette représentation s'inscrit dans la suite logique des travaux du Comité commun Formation.

5.6. SSPES

David Rey

La Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire et le SER continuent d'entretenir d'excellentes relations

et d'échanger dès qu'une thématique commune émerge. Les rencontres ponctuelles et les séances conjointes entre les présidents permettent de traiter rapidement certains dossiers prioritaires.

Comme chaque année, une délégation du SER a rencontré en ligne les membres du Bureau de la SSPES afin de discuter des principaux thèmes d'intérêt commun et des sujets qui mobilisent particulièrement les comités respectifs. Parmi les points abordés cette année, on peut notamment relever: les relations avec les parents, le règlement de reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale, la formation spécifique des enseignant-es des ECG, la formation continue ainsi que l'école à visée inclusive.

Le 28 novembre 2025, le président du SER a adressé à l'Assemblée des délégué-es de la SSPES qui s'est tenue à Aarau, un message soulignant l'importance de notre collaboration et la qualité des échanges entre les deux organisations. Ces rencontres ont permis de confirmer l'excellente coopération existante et de rappeler l'importance capitale de la formation continue pour les enseignant-es.

Le SER et la SSPES poursuivent leur objectif de renforcer leur coopération afin de défendre au mieux les intérêts des enseignant-es et de garantir la qualité de la formation en Suisse.

5.7. YES

David Rey

Tout au long de l'année 2025, le président du SER a échangé régulièrement avec les membres de l'association YES. Cherchant à renforcer sa présence dans les écoles romandes et à présenter ses ateliers et concepts aux autorités, l'association YES a pu compter sur le soutien du SER et la mise à disposition de certains de ses contacts. Le président du SER et YES ont régulièrement échangé sur les bonnes stratégies à adopter afin d'être reçus par les autorités cantonales.

Le président est régulièrement invité aux manifestations organisées par YES. Les finales de Jeunesse débat ont eu lieu les 4 et 5 avril 2025. L'organisation et la qualité des débats proposés par ces jeunes sont encore une fois à mettre en évidence.

Le SER a également soutenu la visibilité des Olympiades d'économie proposées aux élèves du secondaire II, organisées par l'association.

5.8 Alliance PSE

Pierre-Alain Parret

L'alliance PSE est chargée de prévention et de soutien en matière de santé dans les établissements scolaires, particulièrement avec le programme «L'école en action». Elle a été notre partenaire privilégié pour la préparation du programme des Assises romandes de l'éducation en 2025 dont le SER est l'organisateur. Il participe aux réflexions en cours, donne son avis sur les actions en préparation et transmet les préoccupations de ses membres enseignant en Suisse romande.

À noter que, malheureusement, une baisse des subventions de la Confédération est prévue dans le cadre du plan d'assainissement des finances fédérales. Ceci laisse craindre une diminution de l'appui accordé aux écoles, alors même que les besoins en termes de santé physique et psychique sont en augmentation.

5.9. swissuniversities / Chambre des HEP

David Rey

La Chambre des HEP de swissuniversities et ses partenaires, dont le SER, se sont rencontrés à deux reprises en 2025, en juin et en décembre.

La première séance, en juin, a permis de traiter des questions toujours d'actualité concernant l'accès à la formation initiale sans examen pour les détenteur-trices de maturité professionnelle. Si certain-es y voient une piste pour pallier la pénurie d'enseignant-es, notamment dans les cantons de Suisse alémanique, les membres de la Chambre des HEP ont exprimé des réserves à ce sujet. Les discussions ont également porté sur l'amélioration de la base de données dans le domaine de la formation, la campagne menée par VSLCH sur la sélection, les résultats aux tests nationaux sur les compétences fondamentales, l'école inclusive avec des interrogations sur la préparation des étudiant-es par la HEP.

Lors de la seconde séance, en décembre, l'échange a permis de dresser un état des lieux sur les scénarios démographiques 2025-2034 pour les enseignant-es de l'école obligatoire ainsi que de mener des discussions sur l'enseignement de la deuxième langue nationale.

Il est encourageant de constater que toutes et tous les acteur-trices présent-es partagent une vision commune de la qualité de la formation des futur-es enseignant-es et celle de notre système éducatif.

5.10. Movetia

David Rey

Par les différentes activités proposées, l'Agence nationale Movetia touche tous les degrés de formation et propose également des solutions d'échanges pour les enseignant-es.

La 3e Semaine nationale de l'échange s'est déroulée du 24 au 28 novembre 2025. Le vice-président du SER a participé à l'évènement de lancement qui s'est déroulé à Berne le 25 novembre. Le bilan de cette semaine fut record: plus de 4'600 jeunes ont participé au 3e volet de la manifestation organisée par Movetia, en collaboration avec les cantons. Plus d'une quarantaine d'évènements ont eu lieu dans les différentes régions linguistiques du pays, pour valoriser les échanges comme des ponts entre les cultures. Avec cette année un focus particulier sur la formation professionnelle, incarné par la remise du Prix national de l'échange mardi à Berne, en présence du conseiller fédéral Guy Parmelin et du

président de la CDIP Christophe Darbellay. La 4e édition se tiendra l'an prochain, du 16 au 20 novembre.

Le SER a poursuivi sa collaboration avec Movetia dans le cadre du développement des offres d'échanges et a soutenu clairement la position en faveur de l'association de la Suisse au programme Erasmus+.

Encourager les échanges linguistiques entre enseignant-es, c'est ouvrir la porte au partage des cultures, des pratiques pédagogiques et à un enrichissement professionnel mutuel au service de la réussite des élèves.

5.11. Écoles à Berne

David Rey

Année après année, il convient de constater que les compétences citoyennes de chacun-e sont mises au défi de vision tantôt réductrice, tantôt orientée vers les extrêmes. La formation à la citoyenneté reste donc centrale et indispensable. Écoles à Berne est un des acteurs qui permet aux générations futures de développer leurs connaissances dans le domaine de la politique mais aussi et surtout leur offre des outils pratiques pour parfaire leurs compétences à débattre sur des idées multiples. Le SER collabore activement à renforcer ce concept en participant autant que possible aux rencontres du comité, en soutenant la visibilité en Suisse romande et même en étant directement présent à une session du jeu.

En 2025, le comité s'est renforcé avec l'arrivée de Regula Bircher, l'ancienne directrice générale de Bildung Bern et de Daniel Wildhaber, directeur d'école et député au Grand Conseil du canton de Berne. Comme de nombreuses structures identiques, la recherche de fonds afin de garantir la pérennité de l'association reste nécessaire.

Au cœur du Parlement, les jeunes découvrent la démocratie avec Schulen nach Bern!

5.12. FinanceMission

Agata Kobi et Alain Jobé

L'association, soutenue par les deux faitières SER et LCH ainsi que par l'Union des Banques Cantonales Suisses, a poursuivi son mandat de prévention en termes de sensibilisation des jeunes à propos de l'utilisation de l'argent et des compétences financières plus généralement.

En 2025, FinanceMission a vu son nombre de participation aux activités digitales s'accroître encore pour atteindre environ un quart des élèves cibles en Suisse. Cette participation n'est malheureusement pas répartie équitablement sur le territoire national puisque les cantons alémaniques sont de loin plus actifs que la Suisse romande ou le Tessin. Cette différence s'explique notamment et surtout par les opportunités rendues possibles avec les grilles horaires, celles des cantons romands ne prévoyant pas autant de temps pour aborder les notions de compétences financières (dans les cantons alémaniques, ces notions sont en principe étudiées

dans le cadre des leçons WAH (économie, travail et ménage]]. Au niveau du développement des activités proposées, on peut mentionner trois nouveautés:

- Le Challenge district, qui est un module complémentaire aux activités proposées dans la ville (FinanceMission World) et qui permet d'aborder des thématiques pour des élèves ou étudiant·es comme la prévoyance, le premier salaire ou l'acquisition de premiers biens importants.
- Un nouveau quiz dans la ville.
- Le Finance cube, qui vise à activer les connaissances préalables, stimuler les échanges sur le budget, la consommation et la prévention du surendettement.



L'association a par ailleurs poursuivi son travail publicitaire, soit en portant présence à plusieurs manifestations en lien avec la formation - FinanceMission a par exemple tenu un stand lors du Forum des Métiers à Fribourg ou lors de Swiss-Didac à Berne - soit en utilisant le réseau social LinkedIn. L'association a bien terminé l'année 2025, tant au niveau financier qu'en tant que ressources humaines. À noter que Agata Kobi, vice-présidente du comité directeur, et Alain Jobé représentent le SER.

L'année 2026 sera par contre déterminante pour la poursuite du développement de FinanceMission car le partenariat actuel avec l'Union des Banques Cantoniales Suisses n'a pas été reconduit pour la prochaine période. La recherche d'un partenariat avec un autre mécène est en cours.

5.13. Formation professionnelle

Roberto Segalla et Frédéric Jäkel

Défendons la qualité de la formation professionnelle suisse

Alors que la Confédération multiplie les projets de réforme, il est essentiel de rappeler le rôle crucial des organisations représentant les professionnel·les de l'enseignement. En 2025, Formation Professionnelle Suisse (FPS) a dû réaffirmer auprès du SEFRI son statut d'association faitière représentant le monde du travail et des salarié·es, afin d'être reconnu comme un partenaire à part entière dans les processus de consultation.

Depuis plusieurs années, la formation professionnelle suisse traverse une période de tension constante: nouvelles exigences pédagogiques, besoins accrus de soutien aux jeunes, bureaucratie croissante, sans augmentation réelle des ressources. Face à ces dérives, FPS, soutenue par le SER par la voix de son représentant, Frédéric Jäkel, rappelle un principe simple: on ne peut pas maintenir la qualité sans renforcer les moyens.

Pas de qualité sans conditions de travail adéquates

Dans le cadre du projet fédéral Attractivité de la formation professionnelle, FPS a pris position avec clarté. Il n'est pas question de sacrifier la qualité des formations, que ce soit dans la formation professionnelle initiale ou dans les maturités professionnelles.

L'association rappelle notamment que la charge scolaire augmente d'année en année, que les besoins psychosociaux des jeunes deviennent plus complexes, que la bureaucratie se renforce au détriment du temps pédagogique.

Pour FPS comme pour le SER, ces enjeux ne relèvent pas de simples questions administratives: ils déterminent l'avenir du système dual suisse, pilier reconnu de la réussite éducative du pays.

La montée du privé inquiète

Autre sujet de préoccupation: la croissance rapide d'offres de formation privées à visée strictement commerciale. FPS dénonce un modèle qui menace l'équité, fausse la concurrence et met en danger la valeur même des diplômes fédéraux.

Le SER partage cette inquiétude et rappelle que la formation professionnelle doit rester un bien public, accessible et cohérent à l'échelle nationale.

Face à ces enjeux, le SER invite les enseignant·es, les formateur·trices, les directions d'école et les partenaires économiques à rester mobilisé·es. La formation professionnelle suisse est un modèle envié internationalement, mais elle ne conserve sa force que lorsqu'on en prend soin.

Défendre la formation professionnelle, c'est défendre les jeunes, les entreprises et l'avenir du pays.

Pour cela, il faut un engagement collectif et une écoute attentive des acteur·trices de terrain.

Pour le SER, il ne s'agit pas d'une revendication corporatiste, mais d'une exigence de cohérence: la qualité ne s'improvise pas, elle s'investit.

5.14. economiesuisse

David Rey

En 2025, le groupe de travail d'economiesuisse, consacré à la formation et à la scolarité obligatoire, s'est réuni à deux reprises, les 28 mars et 6 novembre. Le SER et LCH ont collaboré afin d'assurer la représentation des associations d'enseignant·es au sein de ces échanges.

Les discussions ont notamment porté sur plusieurs enjeux majeurs: l'attractivité de la formation professionnelle, l'impact des décisions de politique éducative sur les choix de formation, la réussite des parcours ainsi que l'intégration sur le marché du travail. Le groupe s'est également penché sur les moyens d'encourager les jeunes à haut potentiel à s'orienter vers des choix professionnels réfléchis et à limiter les erreurs d'orientation.

Enfin, une attention particulière a été accordée à la maturité professionnelle. Les échanges ont visé à renforcer son attractivité durant l'apprentissage, à clarifier son rôle dans la formation professionnelle initiale et à identifier des mesures permettant de mieux valoriser le potentiel des titulaires d'une maturité professionnelle.

Les visions entre l'économie et le monde de la formation ne se rejoignent pas toujours mais les échanges demeurent essentiels afin d'éviter de trop s'éloigner.

5.15. proEdu

David Rey

En 2025, la participation du SER à proEdu s'est déployée sur deux volets. D'une part, le SER siège au comité national aux côtés de ses homologues de LCH, afin de porter la voix du terrain et de veiller à ce que les besoins des enseignant-es restent au centre des réflexions.

Comme mentionné dans nos derniers rapports d'activité, proEdu a franchi une étape importante dans son développement en Suisse romande, notamment avec l'engagement d'une cheffe de projet pour notre région. Depuis plus d'une année, un comité latin accompagne cette évolution. Des rencontres régulières permettent de définir le cadre de travail, tandis que l'intégration progressive d'écoles romandes sur la carte confirme le rôle croissant de proEdu dans le partage des bonnes pratiques et l'innovation en éducation.

L'ensemble des partenaires sont régulièrement invités à partager des moments d'échanges ce qui rend le processus de réflexion extrêmement riche.

proEdu s'impose aujourd'hui comme un des leviers permettant de faire circuler les idées, valoriser l'innovation et renforcer concrètement la qualité des pratiques éducatives.

5.16. QuaPri

Pierre-Alain Parret

Le groupe de travail QuaPri (qualité de la formation des enseignant-es de l'école primaire) a terminé son travail en été 2024. Son rapport a été soumis aux autorités scolaires par l'intermédiaire de la CDIP, qui en a approuvé les conclusions. Dans le cadre de la CIIP, cela devrait se concrétiser par l'intermédiaire du projet Calliope, qui vise à mieux accompagner

les enseignant-es pendant les deux premières années de leur entrée en profession, puis dans le cadre de leur formation continue.

Le SER s'était d'abord prononcé pour un allongement de la formation de base des enseignant-es. Celle-ci ayant été refusée par les cantons, il insiste pour que l'entrée en profession soit mieux accompagnée et encadrée, avec des décharges pour continuer de se former et des enseignant-es mentors eux-elles aussi déchargé-es pour le faire. Il faut aussi que la formation tout au long de la carrière bénéficie de décharges afin que les personnes concernées puissent en profiter réellement.

5.17. Autres associations, fondations, institutions

5.17.a GoSnow

David Rey

Le SER a participé à la 11e Assemblée générale de l'Initiative sports de neige Suisse qui s'est déroulée à Berne le 26 septembre.

Fränzi Aufdenblatten, présidente, et Ole Rauch ont donné un bref aperçu des projets et des activités de l'association: atteindre les objectifs fixés et mettre en œuvre les mesures planifiées et décidées; garantir la réalisation des camps afin de simplifier encore davantage la planification pour les enseignant-es et les prestataires; développement d'un site web encore plus convivial, complété par de nouveaux outils de communication. L'assemblée s'est poursuivie avec un exposé de Lisa Catena, experte en IA qui a expliqué comment réussir cette transformation, quelles compétences seront essentielles à l'avenir et par où commencer.

5.17.b Fondation Silviva – Enseigner dehors

David Rey

Le SER a poursuivi sa collaboration avec la Fondation Silviva en apportant son expertise du terrain. Des réflexions ont été menées sur la manière d'atteindre davantage les enseignant-es et leur permettre de faire des stages d'observation mais également de rendre encore plus visibles les travaux et les offres de la Fondation, en Suisse romande. Divers rencontres et échanges en ligne ont été organisés durant 2025. L'année écoulée a également été l'occasion de réfléchir sur la structure des réunions du Conseil consultatif qui a pour habitude de se réunir trois fois par an, principalement en ligne en regroupant les membres de toutes les régions linguistiques. Afin de renforcer sa présence, la Fondation souhaite élargir le Comité consultatif pour accompagner ses réflexions, ancrer davantage son action dans les réalités du terrain, et renforcer

les liens entre les acteur·trices engagé·es dans l'école dehors et cela au sein de la Suisse latine. Un comité exclusivement latin verra le jour en 2026. Il collaborera activement avec le comité alémanique.

5.17.c Educa

David Rey

Le SER collabore régulièrement avec l'Agence spécialisée Educa, mandatée par la Confédération. Celle-ci analyse les évolutions technologiques et veille à ce qu'elles contribuent au développement de la qualité à l'école obligatoire ainsi que dans la formation professionnelle initiale, les écoles de maturité gymnasiale et les écoles de culture générale.

En 2025, le président du SER a été invité en tant que conférencier au colloque EDUCA25 qui s'est tenu le 3 septembre 2025 au Centre Paul Klee à Berne. Il fut consacré au thème de «l'identité numérique et ses effets sur la formation». Le colloque a réuni plus d'une centaine d'expert·es de l'éducation, de l'administration, de la recherche et de l'économie numérique afin de discuter des développements actuels, des défis et des opportunités autour des identités numériques dans le domaine de la formation.

5.17.d ISDH

David Rey

Le président du SER a participé, le 25 août 2025, à une discussion de groupe dans le cadre de l'état des lieux de l'éducation aux droits humains en Suisse.

Cette rencontre, organisée conjointement par la HEP Lucerne et l'Institut suisse des droits humains, avait pour objectif de réunir des acteur·trices des domaines des droits humains et de l'éducation, afin de présenter les résultats d'une enquête mettant le focus sur l'état des lieux puis de discuter des défis ainsi que des champs d'amélioration de l'éducation aux droits humains dans les différents domaines (formation professionnelle, groupes de personnes concernées par des abus de droits humains, écoles et formation non-formelle, etc.).

L'enseignement des droits humains à l'école est essentiel pour former des citoyen·nes conscient·es, responsables et engagé·es, capables de défendre la dignité humaine, l'égalité et la liberté pour toutes et tous.

5.18. Swissdidac

David Rey

Souvent considérée comme le salon leader pour les spécialistes et professionnel·les de l'éducation, Swissdidac est une place de marché pour des offres pédagogiques de tous types, comme des équipements et des outils d'apprentissage, ainsi

qu'une plateforme d'échanges qui vise à maintenir la qualité élevée de l'école suisse.

Consciente du peu d'impact et de présence de la Suisse romande à ce salon, ainsi que du fort potentiel de développement de ce dernier de notre côté de la Sarine, Swissdidac a pris contact avec le SER afin d'entreprendre des démarches pour visibiliser cette manifestation auprès des enseignant·es romand·es. Pour l'édition de 2025, cette participation et collaboration s'est concentrée sur des aspects publicitaires. La présence du SER pourrait être renforcée lors des prochaines éditions en collaboration avec LCH ou les associations des directeurs d'école.

5.19. Forum Helveticum

David Rey

Fondé en 1968, le Forum Helveticum est une association indépendante. Elle constitue un lieu de rencontre et de dialogue attentif aux questions de la vie publique. En tant que centre de compétences pour la compréhension linguistique et culturelle, le Forum Helveticum œuvre en faveur de la compréhension au sein de la société, de la politique, de l'économie et de la culture, et s'engage en particulier pour la cohésion nationale et le dialogue entre les communautés linguistiques en Suisse. À ce titre, il assume des missions d'information, de conseil, de sensibilisation et de réseautage. Il a notamment lancé en 2015 l'intergroupe parlementaire «Plurilinguisme CH» au sein de l'Assemblée fédérale et organise depuis 2008 le concours d'écriture plurilingue «Linguissimo».

Le SER en tant que membre est invité à participer à l'Assemblée annuelle des délégué·es, au cours de laquelle les objets statutaires usuels sont traités. Nous sommes également invités à la conférence annuelle. Notre syndicat soutient également le concours d'écriture «Linguissimo» en informant les membres de son existence.

En 2025, un changement important est intervenu à la présidence : à l'issue du troisième et dernier mandat statutaire de Corina Casanova, l'assemblée a élu à l'unanimité Christian Levrat en qualité de nouveau président.

La participation du SER au Forum Helveticum est importante car elle lui permet de contribuer activement au dialogue national sur le plurilinguisme et la cohésion entre les communautés linguistiques, tout en renforçant son réseau institutionnel dans ces domaines.

6. Implication au plan international

6.1. Fondation CPA

Josy Stolz

CPA 2025 : année de tous les possibles ?

Après une année 2024 marquée par l'arrêt des stages et une profonde réorganisation, la Fondation CPA a abordé 2025 avec détermination. Malgré un contexte international défavorable et la diminution des financements, nous avons poursuivi nos efforts pour garantir la qualité et la continuité de nos activités. Les journées de formation et de réflexion ont rassemblé nos fidèles volontaires, témoignant de l'intérêt et de l'engagement de CPA. La clôture du cycle de stages APEQ au Bénin et à Kikwit, ainsi que le succès du stage au Rwanda, sont autant de motifs de satisfaction et d'espoir pour l'avenir.

Recherche de fonds

2025 a débuté de manière intense avec la constitution de tous les documents nécessaires à la recherche de fonds. Nous avons mis beaucoup d'énergie et d'espoir dans cette tâche. Malheureusement, la Confédération a diminué drastiquement l'aide au développement et à la coopération, suivi rapidement par les décisions catastrophiques du président américain dans le domaine de l'aide. Ce contexte international et national a certainement influencé les réponses négatives des fondations que nous avons sollicitées. Aucune réponse positive ne nous est parvenue, mais des encouragements à poursuivre... Ce que nous avons fait!

Les journées de réflexion et de formation

Tout au long de l'année 2025, nous avons poursuivi les journées de formation et de réflexion pour les volontaires et toutes les personnes intéressées par les thèmes tels que la décolonisation de l'éducation et l'agentivité. Nous nous sommes penchés sur l'influence du contexte international dans nos activités de coopération. Ces réflexions nous ont permis d'envisager différentes pistes pour la poursuite de notre travail sur le terrain et à distance, en nous préparant au pire comme au meilleur.

Clôture des stages APEQ

La conclusion du cycle de trois ans des stages APEQ a été source d'une grande satisfaction au sein de notre équipe. Nous avons pu mener à bien les stages au Bénin, en présentiel, et à Kikwit, à distance, clôturant ainsi ce parcours de formation continue avec soulagement et fierté. Le stage du Bénin, organisé en immersion pour les futur-es formatrices et formateurs de la petite enfance du Togo et du Bénin, a bénéficié du soutien actif des syndicats SYNEPET et SYNAEM. Cette réussite ouvre la voie à de futures formations dans des conditions optimales pour la petite enfance. Par ailleurs, le stage organisé à Kigali, au Rwanda, s'est également distingué par son succès et l'engagement des participant-es.

60 ans d'engagement de CPA

L'année 2025 a marqué le 60^e anniversaire de CPA, célébré à travers plusieurs temps forts : la publication d'un dossier spécial dans l'Educateur, la participation au stand de Valais Solidaire lors de la Foire du Valais, ainsi qu'une journée de restitution conviviale en novembre. Ces événements ont permis de mettre en lumière l'histoire, les valeurs et les réalisations de la Fondation.

Perspectives

Portés par l'élan de cette année anniversaire, nous nourrissons l'espoir de concrétiser, en 2026-2027, un nouveau cycle de formation destiné aux enseignant-es stagiaires de la petite enfance au Bénin et au Togo. Les besoins en formation pédagogique demeurent considérables, ce corps enseignant étant trop souvent négligé alors que les premières années de scolarité sont déterminantes pour l'avenir des enfants. Notre engagement reste intact pour concrétiser ensemble une formation pédagogique et pratique avec les outils nécessaires à une éducation de qualité.

Remerciements

Le Conseil de Fondation adresse ses plus sincères remerciements aux donatrices et donateurs individuel-les, au SER pour son soutien financier, logistique, syndical et amical. Et enfin, toute notre gratitude et nos remerciements vont à l'Educateur pour avoir donné une vitrine à CPA avec la publication du dossier CPA coordonné par Claire Spring.

Témoignage de Lorié Akilé- Ezzo, du syndicat SELT au TOGO

Faisant suite à la réception de notre courrier informant le SELT que nous ne pourrions pas relancer une formation primaire au Togo :

Je saisis cette occasion pour témoigner au nom des membres du SELT toute notre reconnaissance et nos remerciements à la Fondation CPA pour tous ses apports techniques, financiers et surtout pédagogiques dans le système éducatif togolais. L'enfant naît et doit grandir. Vous nous avez soutenus dans l'amélioration de nos pratiques de classes et au vu des difficultés actuelles, nous devons continuer à dupliquer les acquis des années antérieures. N'en doutez pas, vous avez semé de bonnes graines sur de bonnes terres et en bonne saison. Elles ont germé, grandi et donné de bons fruits et continueront à produire des fruits pour des générations futures. Soyez-en remercié pour tout ce que vous avez fait pour une éducation de qualité, inclusive et équitable à tous les enfants togolais. Nous échangerons même à distance sur nos pratiques pédagogiques.

Recevez donc nos amitiés

6.2. IE – IE Europe / CSEE

Samuel Rohrbach

Le Comité du Comité Syndical Européen de l'Education (CSEE) s'est réuni ordinairement deux fois: en mars à Bruxelles

et en novembre en ligne. Lors de ces deux réunions, différents points liés aux statuts, à la défense des organisations membres ou encore aux accords commerciaux ont été abordés. En novembre, le Comité a pris position sur différents textes: l'un lié à Erasmus+ 2028-2034, un deuxième sur le programme Horizon Europe 2028-34 et le troisième sur l'Intelligence Artificielle dans l'éducation.

Il a aussi été décidé de mettre sur pied un groupe de travail chargé de réviser le Règlement intérieur qui date de 2010 pour la Conférence prévue en 2028.

Un comité extraordinaire s'est tenu en ligne en juillet. Il était consacré au changement de nom de la faitière européenne. Jusqu'à cette séance, le CSEE portait un double nom, CSEE-ETUCE. La volonté du Bureau était de garder uniquement le nom et l'acronyme anglais, malgré une très forte mobilisation des représentant-es des pays francophones et de langues d'origine latine. La maigre participation à cette réunion a permis d'acter le changement de nom. Dorénavant, le CSEE s'appellera uniquement ETUCE.

Le nouveau Bureau élu lors de la Conférence de 2024 qui s'est tenu au Monténégro, ainsi que le nouveau directeur, ont pris le taureau par les cornes. Les soucis financiers semblent du passé, l'efficacité est privilégiée, malheureusement, parfois au détriment de l'histoire et de l'essence qui fait vivre le CSEE, pardon, ETUCE.

6.3. CSFEF

Francesca Marchesini

Représentation du SER au Bureau du CSFEF – Casablanca

Du 23 au 25 avril 2025, le SER a participé, en tant qu'organisation affiliée, au Bureau annuel du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation, tenu en présentiel à Casablanca, au Maroc. Cette rencontre a réuni plus d'une quinzaine de délégué-es syndicaux-les francophones engagé-es dans la défense d'une éducation publique, gratuite et de qualité.

La participation du SER à cette instance internationale s'inscrit dans une volonté affirmée de renforcer les solidarités syndicales francophones et de porter la voix du personnel enseignant romand face aux attaques structurelles que subissent les systèmes éducatifs.

Les échanges ont permis de dresser un constat largement partagé: pénuries chroniques de personnel enseignant, dégradation des conditions de travail, sous-financement public et progression des logiques de privatisation constituent aujourd'hui des menaces convergentes. Ces dynamiques, bien que différenciées selon les contextes nationaux, appellent des réponses syndicales coordonnées et offensives, que le CSFEF entend renforcer.

Une attention particulière a été portée à la question des entraves aux droits syndicaux. À la suite d'un atelier consacré aux mesures antisyndicales, les membres du Bureau ont partagé leurs expériences de terrain, mettant en lumière des

situations de répression parfois graves. Le CSFEF a réaffirmé son engagement à interpeller les États et les instances internationales, à dénoncer publiquement ces atteintes et à soutenir concrètement les organisations affiliées et leurs militant-es. Le SER soutient pleinement cette orientation et considère la défense des libertés syndicales comme un préalable à toute amélioration durable des systèmes éducatifs.

La réunion a également permis de faire le point sur les projets de coopération en cours, notamment les Cercles d'étude, menés avec la Centrale des syndicats du Québec et l'Internationale de l'Éducation. Ces projets visent à renforcer la formation syndicale, l'auto-organisation et l'engagement du personnel enseignant. Le plan d'action 2024-2028 du CSFEF a par ailleurs été discuté, avec des priorités clairement affirmées: formation des militant-es, renforcement de l'engagement des femmes, défense de l'école publique, promotion de la langue française et droit à l'éducation pour toutes et tous.

En complément de cette rencontre annuelle en présentiel, le Bureau du CSFEF se réunit également à trois reprises chaque année en visioconférence, permettant un suivi régulier des dossiers, une coordination politique continue et une réactivité accrue face aux situations d'urgence.

En participant activement à ces travaux, le SER confirme son ancrage dans un syndicalisme international solidaire et combatif, convaincu que la défense de l'école publique en Suisse romande passe également par des alliances fortes au-delà des frontières.

La prochaine réunion en présentiel du Bureau du CSFEF se tiendra en mai 2026 à Dakar, au Sénégal.

6.4. RES / I-BEST 2026

David Rey

Le Réseau Education et Solidarité a entamé une transformation majeure de sa gouvernance. Après quinze années d'existence, le RES a évolué pour devenir une interface du partenariat stratégique entre l'Internationale de l'Éducation et MGEN. À la suite des décisions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre dernier, des procédures réglementaires ont été effectuées pour officialiser cette transition. Dans ce cadre, les membres du réseau, dont le SER, ont dû transmettre leur démission.

Notre syndicat a poursuivi la collaboration avec le MGEN en acceptant de participer à l'enquête internationale I-BEST 2026. Plusieurs séances ont permis de présenter le concept, d'échanger sur les attentes et d'organiser la récolte des données, prévue dès février 2026.

Ces échanges ont également permis la collaboration avec d'autres syndicats helvétiques (SPV, SSP).

SER: 8 associations et syndicats cantonaux + Section SER AMCOFF – AVECO – SAEN – SEJ – SEffB – SPFF – SPG – SPVal

Congrès

43e Congrès: de 1866 à 2018 (Fribourg)
44e Congrès: 24 septembre 2022 (Martigny)
45e Congrès: 19 septembre 2026 (Fribourg)

Assemblée des délégué-es – AD/SER

83 délégué-es, dont 24 de base, représentant les 8 associations membres du SER et la Section SER
Le bureau de l'AD est composé de 3 personnes, membres de l'AD

Comité du SER – CoSER

Présidence: Rey David
+ 1 représentant-e de chaque association membre (8), en principe le-la président-e

Le bureau du CoSER est composé du président, des vice-présidents et de la rédactrice en cheffe

Educateur

Rédactrice en cheffe: Rohrbach Nicole
Responsable prépresse et publicité: Malogorski-Défago Sylvie
6 membres du Comité de rédaction
9 rédactrices cantonales et rédacteurs cantonaux

Secrétariat administratif

Secrétaire: Jacquier Darbellay Véronique
Finances: BBX

Commissions et groupes de travail

Comité du SER (CoSER)

Pdt SER: Rey David
Vice-pdt SER/SPVal: Solioz Olivier
AMCOFF: Fritschi Arnaud
AVECO: Darbellay Stéphane
SAEN: Porret Pierre-Alain
SEffB: Devinenti Silvie
SEJ: Segalla Roberto
SPFF: Spring Claire
SPG: Marchesini Francesca

Suppléants:

AMCOFF: Di Falco Vincent
AVECO: Métrailler Samuel
SAEN: Huguemin Justine
SEffB: Jobé Alain
SEJ: Girardin Christophe
SPFF: Humbert Trinchan Giselène
SPG: Slama Sonia
SPVal: Bruchez Gaétan

Commission de gestion (CoGes)

Porret Pierre-Alain, CoSER
Darbellay Stéphane, CoSER
Spring Claire, CoSER
Invités: BBX et Rey David, Pdt SER

Bureau de l'AD

Pdt: Bruchez Gaétan, SPVal
1e vice-pdt: Grossmann René, SEJ
2e vice-pdt: Di Falco Vincent, AMCOFF

Commission de l'enseignement spécialisé (CES)

Pdt: Solioz Oliver, CoSER
Marmy Christine, SPFF
Matthey-de-l'Endroit Gwenaël, SAEN
Mitrovic Ivana, SPVal
Rytz Valérie, SEffB
Place vacante, SPG
Place vacante, SEJ

Groupe de pilotage de la Semaine romande de la lecture (SRL)

Pdt: Porret Pierre-Alain, CoSER
Gerber Olivia, SPFF
Ragno Paquier Claire, SPG
Spring Claire, CoSER
Yerly Christian, CR Educateur

Groupe de pilotage des Assises romandes de l'éducation (ARE)

Pdt: Porret Pierre-Alain, CoSER
Lagger Simon, CLACESO
Strassen Jean-François, FAPERT
Spring Claire, CoSER
Place vacante, CAHR

Représentant-es SER dans des groupes de travail avec d'autres organisations romandes ou suisses

SER – LCH

Rey David, Pdt SER

SER – SSPES

Rey David, Pdt SER

SER – CLACESO

Rey David, Pdt SER

éducation21

Conseil de fondation:

Rey David, Pdt SER

Ecoles à Berne

Rey David, Pdt SER

FinanceMission

Jobé Alain, SEFFB
Kobi Agata, SEFFB

Ebenrain

Assemblée plénière:

Rey David, Pdt SER

GT Assurances sociales:

Place vacante

CPA

Conseil de fondation:

Spring Claire, CoSER

Chambre swissuniversities

Rey David, Pdt SER

Alliance PSE

Porret Pierre-Alain, CoSER

Formation

Rey David, Pdt SER
Devincenti Silvie, CoSER
Solioz Olivier, CoSER

YES

Comité:

Rey David, Pdt SER

Educateur

Rédactrice en cheffe

Rohrbach Nicole

Comité de rédaction

Breithaupt Sandrine
Ragno Paquier Claire
Serir Zakaria
Spring Claire
Vellas Etienne
Yerly Christian

Rédactions cantonales

BE: Poste vacant
FR: Spring Claire
GE: Marchesini Francesca
JU: Girardin Christophe
NE: Porret Pierre-Alain et
Facchinetti Myriam
VD: Arlinda Ramqaj
VS: Darbellay Stéphane
Solioz Olivier

Responsable prépresse et publicité

Malogorski-Défago Sylvie

Instances officielles romandes

COPEP

Brignoli Mireille, cycle 1, Section SER
Rey David, cycle 3, Pdt SER

COLANG

Maridor Jeanneret Mélanie, SAEN

COPAR

Porret Pierre-Alain, CoSER
Rey David, CoSER
Spring Claire, CoSER

CMF

Solioz Olivier, CoSER

Groupe de liaison RTS

Solioz Olivier, CoSER
Spring Claire, SPFF

FORDIF

Porret Pierre-Alain, CoSER

GO Semaine des médias

Solioz Olivier, CoSER

CONUM

Solioz Olivier, CoSER

Commission Qualité MER français

Rey David, Pdt SER
Savioz Marielle, SPVal

Instances officielles suisses

Plénière CDIP

Rey David, Pdt SER

Commission de reconnaissance des diplômes

Enf. + prim.: Solioz Olivier, CoSER
Sec. I Rey David, Pdt SER
Sec. II Poste vacant

Conférence de coordination TIC et formation

Solioz Olivier, CoSER

Relations internationales

IE Europe (CSEE)

Bureau exécutif
Rohrbach Samuel, SEJ

IE - Congrès

Rey David, Pdt SER

CSFEF – Comité

Marchesini Francesca, CoSER
Spring Claire (suppléante), CoSER

8. Les rendez-vous importants du SER

Dates fixes

Journée mondiale des enseignant·es
5 octobre

Journée des droits de l'enfant
20 novembre

2026

Semaine romande de la lecture
16-20 mars

Conférence de presse de la rentrée
13 août

AD/SER annuelle
9 mai, Martigny

Congrès du SER
19 septembre

Offres SER

Offres permanentes aux affilié·es

Le SER et ses partenaires vous proposent toujours des offres attrayantes.

Banque Cler – Generali – Hotel card – Jubin Card – La Salamandre – Salt – Vigousse – ELLINETWORKS – FNAC – Heidi News – Les Celliers de Sion – Mobility – Art Computer – esprit-momentum – PubliBike.

RABAIS FLOTTE

Le SER a conclu différents partenariats avec les marques automobiles suivantes permettant à ses affilié·es de bénéficier de rabais flotte:

CITROËN – DS AUTOMOBILES – MAZDA – MERCEDES – OPEL – PEUGEOT – SMART – SUZUKI – FORD – AUDI – SKODA

Pour connaître les conditions et rabais en cours, consultez notre site www.le-ser.ch/offres

9. Sigles

AC	Association cantonale	CSEE	Comité syndical européen de l'éducation
AD	Assemblée des délégués	CSFEF	Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce	CSG	Conférence des secrétaires généraux
AFP	Attestation fédérale de formation professionnelle	CSPS	Centre suisse de pédagogie spécialisée
AMAF	Association Amis de l'Afrique Francophone	CSQ	Centrale des syndicats du Québec
AMCOFF	Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone	CSR	Convention scolaire romande
AP	Assemblée plénière	CSSS	Commission fédérale sur la sécurité sociale et la santé publique
ARE	Assises romandes de l'éducation	CTIE	Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement
AVEC	Apportez votre équipement personnel de communication	CUA	Conception universelle de l'apprentissage
AVECO	Association valaisanne des enseignants du cycle d'orientation	DDC	Direction du développement et de la coopération
BEJUNE	Berne Jura Neuchâtel	D-EDK	Conférence alémanique des directeurs cantonaux de l'instruction publique
BSN	Bibliothèque scolaire numérique	DLF	Délégation à la langue française
BuCoSER	Bureau du comité du SER	EBENRAIN	Alliance des associations de salariés
BYOD	<i>Bring Your Own Device</i>	ECVET	Système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnelle
CAHR	Conseil Académique des Hautes Écoles Romandes de la formation	EDD	Éducation au développement durable
CAS	Certificat de formation continue universitaire	EFP	Enseignement et formation professionnels
DAS	Diplôme de formation continue universitaire	ELCO	Enseignement des langues et cultures d'origine
CDIP	Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique	ENAR	Espace numérique d'apprentissage romand
CE	Comité exécutif	EPFL	École polytechnique fédérale de Lausanne
CERN	Organisation européenne pour la recherche nucléaire	ESPER	Espace des moyens d'enseignement romands
CES	Commission de l'enseignement spécialisé SER	ETT	Étude sur le temps de travail
CFC	Certificat fédéral de capacité	EVOFRA	Veille évolution langue française
CFJM	Centre de formation au journalisme et aux médias	FAPERT	Fédération des associations de parents d'élèves de la Suisse romande et du Tessin
CIIP	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin	FG	Formation générale
CLASECO	Conférence latine des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire	FIDES	Fédération des services d'identités pour l'espace suisse de formation
CLEO	Conférence latine de l'enseignement obligatoire	FLS	Français langue seconde
CLFE	Conférence latine de la formation des enseignants et des cadres	FLScol	Français langue de scolarisation
CMF	Conseil Média-Formation	FMR	Forum des médias romands
COCRE	Commission de coordination de la recherche en éducation de la CIIP	FORDIF	Formation en directions d'institutions de formation de la CIIP
COFORDIF	Commission de coordination et de surveillance du mandat de formation des directeurs et directrices d'institutions de formation	FPS	Formation professionnelle suisse
CoGes	Commission de gestion SER	FRC	Fédération romande des consommateurs
COLANG	Commission langues et échanges de la CIIP	FRI	Formation, recherche, innovation
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie	GPil	Groupe de pilotage
CONUM	Commission pour l'éducation numérique	GT	Groupe de travail
COPAR	Commission consultative des associations partenaires de la CIIP	HarmoS	Harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse
COPEO	Commission pédagogique de la CIIP	HEP	Haute école pédagogique
CORES	Commission des ressources didactiques numériques de la CIIP	IE	Internationale de l'Éducation
CoSER	Comité du SER	ICT	<i>Information and communication technology</i>
CoVeCo	Commission de vérifications des comptes	IPES	Institut pour l'évaluation externe des écoles du degré secondaire II
CPA	Coopération pédagogique en Afrique	IRDP	Institut de recherche et de documentation pédagogique
CRCS	Conférence des répondants cantonaux du sport	JES	Journée de l'enseignement spécialisé
CSEC	Commission de la science, de l'éducation et de la culture	LCH	<i>Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer</i>
		LTr	Loi sur le travail
		MAS	Maitrise d'études avancées
		MER	Moyens d'enseignement romands
		MITIC-TIC	Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication
		OFAS	Office fédéral des assurances sociales

9. Sigles

OFCOM	Office fédéral de la communication	SER	Syndicat des enseignant-es romand-es
OIF	Organisation internationale de la francophonie	SHS	Sciences humaines et sociales
OIT	Organisation internationale du travail	SLV	<i>Schweizerische Lehrerverein</i>
ONG	Organisation non gouvernementale	SPFF	Société pédagogique fribourgeoise francophone
ONU	Organisation des Nations unies	SPG	Société pédagogique genevoise
OPUC	Orientation professionnelle, universitaire et de carrière	SPVal	Société pédagogique valaisanne
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la confédération	SME	Semaine des médias à l'école
PER	Plan d'études romand	SNEC	Syndicat national de l'Éducation et de la Culture (RDC)
PER EdNum	PER Éducation numérique	SNES	Syndicat des enseignements de second degré
PISA	Programme pour le suivi des acquis des élèves	SNUipp	Syndicat national unitaire (français) des instituteurs, professeurs des écoles et professeurs d'enseignement général de collège
PSE	Promotion de la Santé des professionnels de l'École	SRL	Semaine romande de la lecture
RADIX	Réseau suisse d'écoles en santé	SSP	Syndicat des services publics
RCnum	Référentiel de compétences pour la formation initiale et continue des enseignant-es dans le domaine de l'éducation numérique	SSPES	Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire
RECI	Ressource pour l'égalité des chances et l'intégration	SSR	Société suisse de radiodiffusion et télévision
RIE	Réforme de l'imposition des entreprises	UBCS	Union des Banques Cantonales Suisses
RN	Ressources numériques	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
RTS	Radio Télévision Suisse	UNIGE	Université de Genève
SAEN	Syndicat autonome des enseignant-es neuchâtelois-es	UNSA	Union nationale (française) des syndicats autonomes
SG	Secrétaire général	USAM	Union suisse des arts et métiers
SEFFB	Syndicat des Enseignantes et Enseignants francophones de Formation Berne	USS	Union syndicale suisse
SEFRI	Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation	VSLCH	<i>Verband Schulleiterinnen und Schulleiter Schweiz</i>
SEJ	Syndicat des enseignant-es jurassien-nes	YES	<i>Young Enterprise Switzerland</i>
SELT	Syndicat des Enseignants Laïcs du Togo	ZEM CES	Centre suisse de l'enseignement secondaire II

 **EDUCATEUR**
www.revue-educateur.ch

Pour vous informer!

Av. de la Gare 40
Case postale 416
1920 Martigny 1
+41 (0)27 723 58 80
secretariat@revue-educateur.net
www.revue-educateur.ch

 **SYNDICAT DES
ENSEIGNANT-ES
ROMAND-ES**

Av. de la Gare 40
+41 (0)27 723 59 60
Case postale 416
ser@le-ser.ch
1920 Martigny 1
www.le-ser.ch